CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RECOMMANDATION N° R (84) 15

DU COMITÉ DES MINISTRES AUX ÉTATS MEMBRES RELATIVE À LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE¹

*(adoptée par le Comité des Ministres le 18 septembre 1984,
lors de la 375^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Considérant que les pouvoirs publics agissent dans des domaines de plus en plus nombreux, que leurs activités peuvent affecter les droits, libertés et intérêts de personnes et, parfois, causer à celles-ci des dommages ;

Considérant que, puisque les pouvoirs publics sont au service de la communauté, il appartient à celle-ci de réparer ces dommages dans les cas où il est injustifié d'en laisser la charge aux personnes lésées ;

Rappelant les principes généraux sur la protection de l'individu au regard des actes de l'administration définis dans sa Résolution (77) 31 et les principes relatifs à l'exercice des pouvoirs discrétionnaires de l'administration contenus dans sa Recommandation n° R (80) 2 ;

Estimant qu'il est souhaitable de protéger les personnes dans le domaine de la responsabilité publique,

Recommande aux gouvernements des Etats membres :

a. de s'inspirer dans leur droit et leur pratique des principes énoncés dans l'annexe à la présente recommandation ;

b. d'examiner l'opportunité de mettre en place dans leur ordre interne, en cas de besoin, des dispositifs propres à éviter que l'insuffisance des moyens financiers du pouvoir public responsable du dommage ne soit une cause d'inexécution des obligations dans le domaine de la responsabilité publique.

1. Lors de l'adoption de cette recommandation, et en application de l'article 10.2.c du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres, le Délégué de la Suède a réservé le droit de son Gouvernement de s'y conformer ou non, et les Délégués du Danemark et de la Norvège ont réservé le droit de leur Gouvernement de se conformer ou non au principe II de la recommandation.

Champ d'application et définitions

1. La présente recommandation s'applique à la responsabilité publique, c'est-à-dire à l'obligation des pouvoirs publics de réparer les dommages causés par leurs actes, soit par une indemnisation, soit par tout autre moyen approprié.
2. Par « pouvoirs publics » on entend :
 - a. toute entité de droit public quelle qu'elle soit ou à quelque échelon qu'elle se trouve (notamment l'Etat, la région, la province, la commune, l'entité publique indépendante), ainsi que
 - b. toute personne privée,lorsqu'elles exercent des prérogatives de puissance publique.
3. Par « acte », on entend toute action ou omission qui est de nature à produire des effets directs sur les droits, libertés ou intérêts des personnes.
4. Les actes visés par la présente recommandation sont :
 - a. les actes normatifs dans l'exercice du pouvoir réglementaire ;
 - b. les actes administratifs non réglementaires ;
 - c. les actes matériels.
5. Sont compris parmi les actes énumérés au paragraphe 4 les actes relatifs à l'administration de la justice qui ne sont pas pris dans l'exercice d'une fonction judiciaire.
6. On entend par « victime » la personne lésée ainsi que toute autre personne pouvant prétendre à réparation.

Principes

I

Doit être assurée la réparation des dommages causés par un acte dû à un manquement des pouvoirs publics à la conduite à laquelle, selon le droit, on peut raisonnablement s'attendre de leur part à l'égard de la personne lésée. Le manquement est présumé en cas de violation d'une norme juridique établie.

II

1. Même si les conditions du principe I ne sont pas réunies, une réparation doit être assurée au cas où il serait manifestement injuste que la personne lésée supporte seule le dommage, compte tenu des circonstances suivantes : l'acte a été pris dans l'intérêt général, seule une personne ou un nombre limité de personnes subit le dommage et l'acte est exceptionnel ou le dommage est le résultat exceptionnel de l'acte.
2. L'application de ce principe peut être limitée à des catégories déterminées d'actes.

III

Si, par sa faute ou par la non-utilisation des moyens légaux, la victime a contribué au dommage, la réparation peut être réduite en conséquence ou refusée.

Il en est de même lorsqu'une personne, dont la victime est responsable en vertu du droit national, a contribué au dommage.

IV

Le droit d'agir contre le pouvoir public ne doit pas être subordonné à l'obligation d'agir préalablement contre son agent.

S'il existe un système administratif de conciliation préalable à l'action juridictionnelle, le recours à ce système ne doit pas compromettre l'exercice de cette action.

V

La réparation prévue au principe I doit être intégrale, la détermination des chefs de préjudice, de la nature et de la forme de la réparation relevant du droit national.

La réparation prévue au principe II peut ne couvrir qu'une partie du dommage, selon des critères d'équité.

VI

Les décisions qui accordent réparation doivent être exécutées dans les plus brefs délais. Un tel résultat est assuré par des mesures budgétaires ou autres appropriées.

Si les systèmes nationaux prévoient une procédure spéciale d'exécution, celle-ci doit être facilement accessible et d'un déroulement rapide.

VII

Les règles concernant les délais de procédure et leur point de départ pour les actions relatives à la responsabilité publique ne doivent pas compromettre l'exercice effectif de l'action en réparation.

VIII

La nationalité de la victime ne doit donner lieu à aucune discrimination en ce qui concerne le régime de la responsabilité publique.

Dispositions finales

La présente recommandation ne doit pas être interprétée comme :

a. limitant la faculté pour chaque Etat d'appliquer les principes énoncés ci-dessus à d'autres catégories d'actes que celles visées dans la recommandation ou d'adopter des dispositions accordant une protection plus étendue aux victimes ;

b. affectant les régimes spéciaux de responsabilité établis par des traités internationaux ;

c. affectant les régimes spéciaux de responsabilité établis par le droit national, dans les domaines des services de postes, des télécommunications et des transports ainsi que les systèmes spéciaux de responsabilité internes aux forces armées, à condition qu'une réparation adéquate soit reconnue aux victimes compte tenu de toutes les circonstances ;

d. affectant les régimes spéciaux de responsabilité établis par le droit interne, applicables aux pouvoirs publics de la même façon qu'aux personnes privées.